

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2005 — 495

[C — 2005/00065]

17 JANVIER 2005. — Arrêté royal modifiant les annexes 25, 25bis, 26 et 26bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 50, remplacé par la loi du 14 juillet 1987 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1992 et les lois du 6 mai 1993 et du 15 juillet 1996, l'article 50bis, introduit par la loi du 18 février 2003, l'article 51, remplacé par la loi du 14 juillet 1987 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1992 et la loi du 15 juillet 1996, l'article 51/4, introduit par la loi du 10 juillet 1996 et modifié par la loi du 22 décembre 2003, l'article 51/6, introduit par la loi du 15 juillet 1996, et l'article 51/7, introduit par la loi du 15 juillet 1996;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'annexe 25, remplacée par l'arrêté royal du 11 décembre 1996, l'annexe 25bis, remplacée par l'arrêté royal du 19 mai 1993 et modifiée par les arrêtés royaux du 31 décembre 1993 et du 9 juillet 2000, l'annexe 26, remplacée par l'arrêté royal du 11 décembre 1996, et l'annexe 26bis, remplacée par l'arrêté royal du 4 juillet 2001;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'annexe 25 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, remplacée par l'arrêté royal du 11 décembre 1996, est remplacée par l'annexe 25 jointe au présent arrêté.

Art. 2. L'annexe 25bis du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 19 mai 1993 et modifiée par les arrêtés royaux du 31 décembre 1993 et du 9 juillet 2000, est remplacée par l'annexe 25bis jointe au présent arrêté.

Art. 3. L'annexe 26 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 11 décembre 1993, est remplacée par l'annexe 26 jointe au présent arrêté.

Art. 4. L'annexe 26bis du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 4 juillet 2001, est remplacée par l'annexe 26bis jointe au présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2005 — 495

[C — 2005/00065]

17 JANUARI 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van de bijlagen 25, 25bis, 26 en 26bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 50, vervangen bij de wet van 14 juli 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992 en de wetten van 6 mei 1993 en 15 juli 1996, artikel 50bis, ingevoegd bij de wet van 18 februari 2003, artikel 51, vervangen bij de wet van 14 juli 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992 en de wet van 15 juli 1996, artikel 51/4, ingevoegd bij de wet van 10 juli 1996 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, artikel 51/6, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1996, en artikel 51/7, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op de bijlage 25, vervangen bij het koninklijk besluit van 11 december 1996, de bijlage 25bis, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1993 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 december 1993 en 9 juli 2000, de bijlage 26, vervangen bij het koninklijk besluit van 11 december 1996, en de bijlage 26bis, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 juli 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bijlage 25 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, vervangen bij het koninklijke besluit van 11 december 1996, wordt vervangen door de bijlage 25, die bij dit besluit gevoegd is.

Art. 2. De bijlage 25bis van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1993 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 december 1993 en 9 juli 2000, wordt vervangen door de bijlage 25bis, die bij dit besluit gevoegd is.

Art. 3. De bijlage 26 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 11 december 1996, wordt vervangen door de bijlage 26, die bij dit besluit gevoegd is.

Art. 4. De bijlage 26bis van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 juli 2001, wordt vervangen door de bijlage 26bis, die bij dit besluit gevoegd is.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dag van haar publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. Onze Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

Annexes jointes à l'arrêté royal du 17 janvier 2005 modifiant les annexes 25, 25bis, 26 et 26bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Bijlagen gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 januari 2005 tot wijziging van de bijlagen 25, 25bis, 26 en 26bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

ROYAUME DE BELGIQUE

ANNEXE 25

En-tête de l'autorité

Réf. :

Attestation délivrée en application de l'article 72 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1988.

Par devant Nous, (1)

le(la) nommé(e)
la personne qui déclare se nommer } (2)

né(e) à , le (en)

de nationalité / et être de nationalité (2)

titulaire du passeport (3)
porteur du document (3)
dépourvu(e) de tout document d'identité } (2)

s'est déclaré(e) réfugié conformément à l'article 50, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par les lois des 14 juillet 1987 et 6 mai 1993.

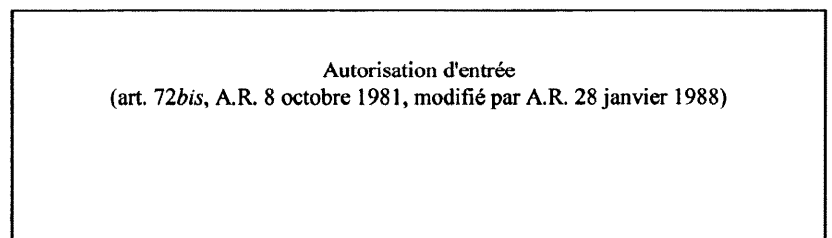
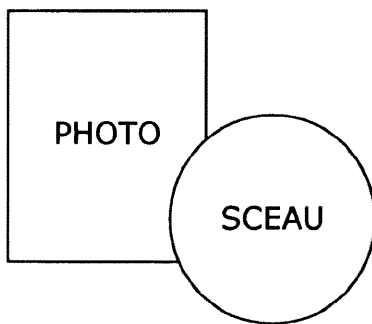
Le (la) prénommé(e)

- déclare requérir l'assistance d'un interprète qui maîtrise la langue lors de l'examen de sa demande d'asile et est informé(e) que la langue dans laquelle sa demande d'asile sera examinée par les instances compétentes est le français/néerlandais (2).
- déclare ne pas requérir l'assistance d'un interprète et choisir le français/néerlandais (2) comme langue de l'examen de sa demande d'asile. } (2)

Fait à, le

Signature de l'autorité qui a acté la déclaration / demande (2),

Signature de l'étranger(ère),



Lorsqu'il (elle) est autorisé(e) à entrer dans le Royaume, le (la) prénommé(e) est tenu(e) de se présenter, dans les huit jours ouvrables de son entrée, à l'administration communale du lieu où il(elle) compte loger, muni(e) du présent document et de ceux dont il (elle) était porteur (porteuse) au moment de son entrée.

(1) Nom et qualité de l'autorité.

(2) Biffer la mention inutile.

(3) Caractéristiques du passeport et éventuellement du visa / Nature et caractéristiques du document prouvant l'identité.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

ANNEXE 25bis

Office des étrangers

RECTO

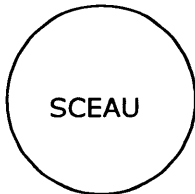
Réf. :

DECISION DE REFUS D'ENTREE AVEC REFOULEMENT

En exécution de l'article 72 ter, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, l'entrée dans le Royaume est refusée
au (à la) nommé(e) } (1)
à la personne qui déclare se nommer }
né(e) à, le
de nationalité / et être de nationalité (1)

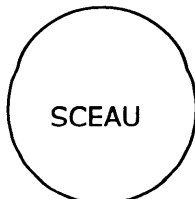
En conséquence, le (la) prénomné(e) est refoulé(e).

MOTIF DE LA DECISION :



Bruxelles, le.....
Le Ministre..... } (1)
Le délégué du Ministre de } (2)

(1) En exécution de l'article 53 bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993, le (la) prénomné(e) est reconduit(e) à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.



Bruxelles, le.....
Le Ministre..... } (1)
Le délégué du Ministre de } (2)

(1) Biffer la mention inutile
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

VERSO**ACTE DE NOTIFICATION**

L'an , le ,
à la requête du Ministre de..... } (1)
délégué du Ministre de } (2)

Je soussigné(e)(3).....
demeurant à

ai notifié
au (à la) nommé(e)
à la personne qui déclare se nommer } (1)

.....
né(e) à , le ,
de nationalité / et être de nationalité(1)

- la décision du , lui refusant l'entrée dans le Royaume.
- (1) - la décision du , visant à le (la) reconduire à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette (ces) décision(s).

Je l'ai informé(e) :

- que la première décision est susceptible d'un recours urgent auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (l'exercice de ce recours a pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée). Ce recours doit être introduit dans le jour ouvrable qui suit la présente notification. A cet effet, il peut être remis dans le même délai au délégué du Ministre auprès du poste de contrôle frontalier. Le recours doit être accompagné d'une copie de la décision attaquée.
- (1) - que la deuxième décision est susceptible d'un recours en annulation et d'une demande en suspension auprès du Conseil d'Etat, conformément aux articles 14 et 17 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 19 janvier 1973. Ce recours et cette demande doivent être introduits dans les trente jours de la notification de la décision. La demande en suspension doit être introduite par un acte distinct et au plus tard avec la requête en annulation. Le recours en annulation et la demande en suspension doivent être formés par une requête datée, signée par le requérant ou par un avocat et envoyée, par lettre recommandée à la poste, au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.
L'introduction d'un recours en annulation et d'une demande en suspension n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

Je reconnais avoir reçu notification
de la (des) présente(s) décision(s).
Signature de l'étranger(ère),

Signature et sceau de l'autorité
chargée du contrôle aux frontières,

- (1) Biffer les mentions inutiles.
- (2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
- (3) Nom et qualité de l'autorité.

ROYAUME DE BELGIQUE

ANNEXE 26

En-tête de l'autorité

Réf. :

Attestation délivrée en application de l'article 71/4, 73, 78 ou 79 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié notamment par les arrêtés royaux des 28 janvier 1988, 19 mai 1993 et 11 décembre 1996.

Par devant Nous, (1)
 le (la) nommé(e)
 la personne qui déclare se nommer } (2)

né(e) à , le (en)
 de nationalité / et être de nationalité (2)

titulaire du passeport (3)
 porteur du document (3)
 dépourvu(e) de tout document d'identité } (2)

arrivé(e) dans le Royaume le
 résidant à (4),
 faisant, pour les besoins de la présente procédure, élection de domicile à

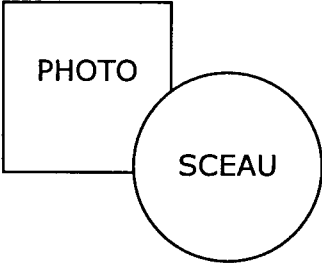
- s'est déclaré(e) réfugié conformément à l'article 50/50bis/51 (2) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée notamment par les lois des 14 juillet 1987, 6 mai 1993 et 15 juillet 1996 et par l'arrêté royal du 13 juillet 1992.
- s'est présenté à la frontière / à l'intérieur du Royaume (2) le conformément à l'article 51/6 / 51/7 (2) de la loi du 15 décembre 1980, inséré par la loi du 15 juillet 1996.

- Le (la) prénommé(e)
- déclare requérir l'assistance d'un interprète qui maîtrise la langue lors de l'examen de sa demande d'asile et est informé(e) que la langue dans laquelle sa demande d'asile sera examinée par les instances compétentes est le français/néerlandais (2).
 - déclare ne pas requérir l'assistance d'un interprète et choisir le français/néerlandais (2) comme langue de l'examen de sa demande d'asile.

Signature de l'étranger(ère)

Fait à.....,le

Signature de l'autorité qui a acté la déclaration / demande auprès de laquelle l'étranger s'est présenté (2)



Le (la) prénommé(e) est autorisé(e) à séjourner dans le Royaume sous le couvert de la présente attestation, laquelle est valable huit jours ouvrables à partir de la date de sa délivrance.

Dans les huit jours ouvrables de sa déclaration / demande / présentation (2), le (la) prénommé(e) est tenu(e) de se présenter muni(e) du présent document et de ceux dont il (elle) était porteur(se) au moment de son entrée :

- à l'administration communale du lieu où il (elle) réside;
- et au Service public fédéral Intérieur, Office des étrangers (5)..... (2)

Le (la) prénommé(e) est informé(e) :

- que les convocations, demandes de renseignements et décisions lui seront valablement envoyées au domicile dont il (elle) a fait élection ci-dessus;
- qu'à défaut d'élection de domicile, les convocations, demandes de renseignements et décisions lui seront valablement envoyées au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides : (5)

(1) Nom et qualité de l'autorité.
 (2) Biffer la mention inutile.
 (3) Caractéristiques du passeport et éventuellement du visa / Nature et caractéristiques du document prouvant l'identité.
 (4) Ne compléter que si l'étranger se déclare réfugié ou se présente à l'intérieur du Royaume.
 (5) Mentionner l'adresse.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

ANNEXE 26bis

OFFICE DES ETRANGERS

Réf. :

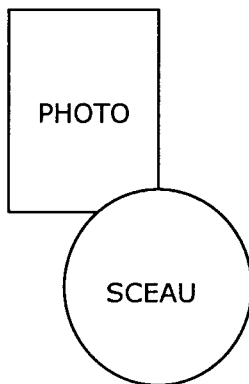
RECTO**DECISION DE REFUS DE SEJOUR
AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE**

En exécution de l'article 75, § 2 / des articles 81 et 75, § 2,(1) de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 19 mai 1993, le séjour dans le Royaume est refusé :

au (à la) nommé(e) }
 à la personne qui déclare se nommer } (1)
 né(e) à , le (en)
 de nationalité / et être de nationalité (1)

MOTIF DE LA DECISION :

- (1) En exécution de l'article 53 bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993, le (la) prénommé(e) est reconduit(e) à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.
- (1) En exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire du Royaume dans les jours.(2)



Bruxelles, le
 Le Ministre de } (1)
 Le délégué du Ministre de } (3)

- (1) Biffer la mention inutile.
 (2) Biffer en cas de décision de maintien de l'étranger en un lieu déterminé
 (3) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

VERSO**ACTE DE NOTIFICATION**

L'an, le,
à la requête du Ministre de } (1)
délégué du Ministre de } (2)
Je soussigné(e) (3).....
demeurant à
ai notifié :
au (à la) nommé(e)
à la personne qui prétend se nommer } (1)
(1) - au domicile élu par l'intéressé(e) (4):
(1) - au Commissariat général aux réfugiés et apatrides (5)
né(e) à, le (en)
de nationalité/et être de nationalité(1)
- la décision du, lui refusant le séjour dans le Royaume.
(1) - lui enjoignant de quitter le territoire dans les jours (1) de la présente notification, avec interdiction de se rendre en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Espagne, en Finlande, en France, en Grèce, en Islande, en Italie, au Luxembourg, en Norvège, aux Pays-Bas, au Portugal et en Suède(6), sauf s'il (si elle) possède les documents requis pour s'y rendre (7).
(1) - la décision du, visant à le (la) reconduire à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de ces décisions.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer, il(elle) s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur la base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi.

Je l'ai également informé(e) :

- que la première décision est susceptible d'un recours urgent auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les trois jours ouvrables de la présente notification (l'exercice de ce recours a pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée): (5) Le recours doit être accompagné d'une copie de la décision attaquée.
- que la deuxième décision est susceptible d'un recours en annulation et d'une demande en suspension auprès du Conseil d'Etat, conformément aux articles 14 et 17 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 19 janvier 1973. Ce recours et cette demande doivent être introduits dans les trente jours de la notification de la décision. La demande en suspension doit être introduite par un acte distinct et au plus tard avec la requête en annulation. Le recours en annulation et la demande en suspension doivent être formés par une requête datée, signée par le requérant ou par un avocat et envoyée, par lettre recommandée à la poste, au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

L'introduction d'un recours en annulation et d'une demande en suspension n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

Je reconnais avoir reçu notification des présentes décisions. Signature et sceau de l'autorité,
Signature de l'étranger(ère),

- (1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
(3) Nom et qualité de l'autorité.
(4) Indiquer la dernière adresse où l'intéressé(e) a élu domicile.
(5) Mentionner l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.
(6) Il s'agit des autres Etats membres de la Convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990.
(7) Dans ce cas, biffer l'Etat (les Etats) concerné(s).

KONINKRIJK VAN BELGIE

BIJLAGE 25

Hoofding van de overheid

Ref. :

Attest afgegeven met toepassing van artikel 72 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988.

Voor Ons, (1), heeft

de genaamde }
de persoon die verkaart te heten } (2)

geboren te, op (in)

vannationaliteit / vannationaliteit te zijn (2),

houder van het paspoort (3) }
houder van het document (3) } (2)
zonder enig identiteitsdocument }

zich vluchteling(e) verklaard overeenkomstig artikel 50, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd door de wetten van 14 juli 1987 en 6 mei 1993.

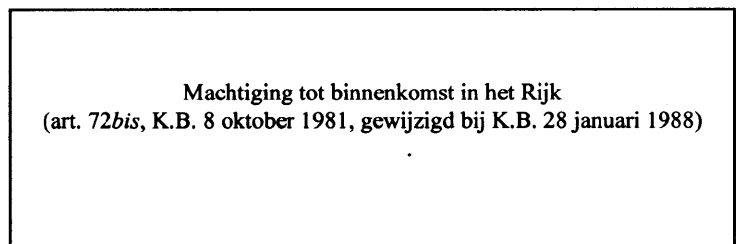
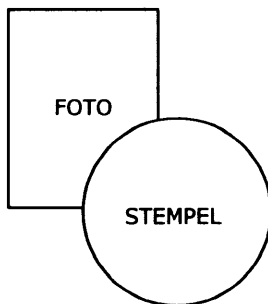
De betrokkene

- verklaart bijstand te verzoeken van een tolk die de taal beheerst tijdens het onderzoek van zijn (haar) asielaanvraag en wordt er van in kennis gesteld dat de taal waarin zijn (haar) asielaanvraag onderzocht zal worden door de bevoegde instanties het Nederlands/Frans (2) is.
- verklaart geen bijstand te verzoeken van een tolk en het Nederlands/Frans (2) te kiezen als taal van onderzoek van zijn (haar) asielaanvraag.

Te, op

Handtekening van de overheid die de verklaring/het verzoek heeft opgetekend (2),

Handtekening van de vreemdeling(e),



Wanneer de betrokkene gemachtigd is het Rijk binnen te komen, moet hij (zij) zich, voorzien van dit document en van de andere stukken die hij (zij) op het ogenblik van zijn (haar) binnenkomst in zijn (haar) bezit had, binnen acht werkdagen na zijn (haar) binnenkomst, aanmelden bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij (zij) zal logeren.

- (1) Naam en hoedanigheid van de overheid.
- (2) De onnodige vermelding doorhalen.
- (3) Kenmerken van het paspoort en eventueel van het visum/aard en kenmerken van het document aan de hand waarvan de identiteit werd vastgesteld.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BINNENLANDSE ZAKEN

BIJLAGE 25bis

DIENST VREEMDELINGENZAKEN

RECTO

Ref. :

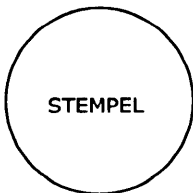
**BESLISSING TOT WEIGERING VAN TOEGANG TOT HET
GRONDGEBIED MET TERUGDRIJVING**

In uitvoering van artikel 72 ter, lid 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988, is de toegang tot het Rijk geweigerd :

aan
de genaamde }
de persoon die verklaart te heten } (1)
geboren te
van (en van) nationaliteit (te zijn) (1).

Derhalve wordt betrokkene teruggedreven.

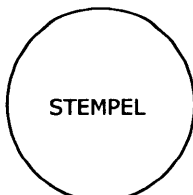
REDEN VAN DE BESLISSING :



Brussel,.....

De Minister van } (1)
De gemachtigde van de Minister van..... } (2)

(1) In uitvoering van artikel 53 bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993, wordt betrokkene teruggeleid naar de grens van het land waaruit hij/zij gevlucht is, en waar volgens zijn/haar verklaring zijn/haar leven of zijn/haar vrijheid bedreigd zou zijn.



Brussel,.....

De Minister van } (1)
De gemachtigde van de Minister van..... } (2)

(1) De onnodige vermelding doorhalen.
(2) De hoedanigheid van de Minister aanduiden die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.

VERSO**AKTE VAN KENNISGEVING**

Ten jare, op

ten verzoeken van de heer Minister van } (1),
 gemachtigde van de heer Minister van } (2),

heb ik ondergetekende (3)
 verblijf houdende te.....
 aan de genaamde } (1)
 aan de persoon die verklaart te heten }

geboren te....., op ,
 van (en van)..... nationaliteit (te zijn) (1)
 kennis gegeven van :

- de beslissing d.d....., waarbij hem/haar de toegang tot het grondgebied wordt geweigerd.
- (1) - de beslissing d.d....., tot terugleiding naar de grens van het land waaruit hij/zij gevlucht is en waar volgens zijn/haar verklaring zijn/haar leven of zijn/haar vrijheid bedreigd zou zijn.

Er is hem (haar), door mijn toedoen, een afschrift van die beslissing(en) overhandigd.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht :

- dat de eerste beslissing vatbaar is voor een dringend beroep dat moet gericht worden aan de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen (het instellen van dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing). Dit beroep moet binnen de werkdag na deze kennisgeving ingediend worden. Bij de grenscontrolepost kan dit beroep binnen dezelfde termijn worden afgegeven aan de gemachtigde van de Minister. Het beroep dient vergezeld te zijn van een kopie van de bestreden beslissing.
- (1) - dat de tweede beslissing vatbaar is voor een beroep tot nietigverklaring en een vordering tot schorsing bij de Raad van State overeenkomstig de artikelen 14 en 17 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Dit beroep en deze vordering dienen te worden ingediend binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing. De vordering tot schorsing moet bij een afzonderlijke akte en uiterlijk samen met het verzoekschrift tot nietigverklaring worden ingesteld. Het beroep tot nietigverklaring en de vordering tot schorsing moeten worden ingediend d.m.v. een verzoekschrift, dat gedagtekend en ondertekend moet zijn, hetzij door de partij, hetzij door een advocaat en dat bij ter post aangetekend schrijven moet verzonden worden aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel.
Het indienen van een beroep tot nietigverklaring en van een vordering tot schorsing, schorst de tenuitvoerlegging van onderhavige maatregel niet.

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen
 van onderhavige beslissing(en).
 Handtekening van de vreemdeling(e),

Handtekening en stempel van de met
 de grenscontrole belaste overheid,

(1) De onnodige vermelding doorhalen.

(2) De hoedanigheid van de Minister aanduiden die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.

(3) De naam en de hoedanigheid van de overheid aanduiden.

KONINKRIJK VAN BELGIE

BIJLAGE 26

Hoofding van de overheid

Ref. :

Attest afgegeven met toepassing van artikel 71/4, 73, 78 of 79 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 januari 1988, 19 mei 1993 en 11 december 1996.

Voor Ons, (1) heeft de genaamde de persoon die verklaart te heten } (2)

geboren te , op (in) van nationaliteit / van nationaliteit te zijn (2),

houder van het paspoort (3) } (2)
 houder van het document (3) }
 zonder enig identiteitsdocument }

binnengekomen in het Rijk op..... ,

verblijvende te (4), die in het kader van deze procedure woonplaats kiest te

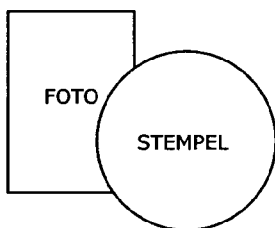
- zich vluchteling(e) verklaard overeenkomstig artikel 50 / 50bis / 51 (2) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1987, 6 mei 1993 en 15 juli 1996 en bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992.
- zich aan de grens/in het Rijk (2) aangeboden op, overeenkomstig artikel 51/6 / 51/7 (2) van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1996.

- De betrokkene
- verklaart bijstand te verzoeken van een tolk die de taal beheerst tijdens het onderzoek van zijn (haar) asielaanvraag en wordt er van in kennis gesteld dat de taal waarin zijn (haar) asielaanvraag onderzocht zal worden door de bevoegde instanties het Nederlands/Frans (2) is.
 - verklaart geen bijstand te verzoeken van een tolk en het Nederlands/Frans (2) te kiezen als taal van onderzoek van zijn (haar) asielaanvraag.

Te....., op

Handtekening van de vreemdeling(e),

Handtekening van de overheid waarbij de vreemdeling zich heeft aangeboden en die de verklaring/het verzoek heeft opgetekend. (2)



De betrokkene is gemachtigd in het Rijk te blijven met dit attest, dat geldig is gedurende acht werkdagen vanaf de datum van afgifte. Binnen de acht werkdagen na zijn (haar) verklaring/verzoek/aanmelding (2), moet hij (zij) zich, voorzien van dit document en van de andere stukken die hij (zij) op het ogenblik van zijn (haar) binnenkomst in zijn (haar) bezit had, aanmelden bij :

- het gemeentebestuur van de plaats waar hij (zij) verblijft;
- de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Dienst Vreemdelingenzaken (5).....(2)

De voornoemde wordt er van in kennis gesteld dat:

- de oproepingen, de aanvragen om inlichtingen en de beslissingen rechtsgeldig zullen verstuurd worden naar de woonplaats die hij (zij) hierboven heeft gekozen;
- in geval van het ontbreken van keuze van woonplaats, de oproepingen, de aanvraag om inlichtingen en de beslissingen rechtsgeldig zullen verstuurd worden naar het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen : (5).....

(1) Naam en hoedanigheid van de overheid.
 (2) De onnodige vermelding doorhalen.
 (3) Kenmerken van het paspoort en eventueel van het visum/aard en kenmerken van het document aan de hand waarvan de identiteit werd vastgesteld.
 (4) Slechts te vervullen zo de vreemdeling zich vluchteling verklaart of zich in het Rijk aanbiedt.
 (5) Adres vermelden.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BINNENLANDSE ZAKEN

BIJLAGE 26bis

DIENST VREEMDELINGENZAKEN

RECTO

Ref. :

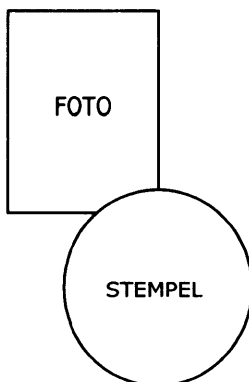
**BESLISSING TOT WEIGERING VAN VERBLIJF
MET BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN**

In uitvoering van artikel 75, § 2 / de artikelen 81 en 75, § 2, (1) van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1993, wordt het verblijf in het Rijk geweigerd :

aan de genaamde }
de persoon die verklaart te heten } (1)
.....
geboren te.....,op.....
van (en van).....nationaliteit (te zijn)(1),

REDEN VAN DE BESLISSING :

- (1) In uitvoering van artikel 53 bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993, wordt voornoemde teruggeleid naar de grens van het land dat hij (zij) ontvlucht is, en waar volgens zijn (haar) verklaring zijn (haar) leven of vrijheid bedreigd zou zijn.
- (1) In uitvoering van artikel 7, lid 1, 2°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt aan de betrokkene bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen..... (2) dagen



Brussel,
De Minister van } (1)
De gemachtigde van de Minister van..... } (3)

- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
(2) Doorhalen wanneer werd besloten de vreemdeling vast te houden in een welbepaalde plaats.
(3) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen tot zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.

VERSO**AKTE VAN KENNISGEVING**

Ten jare , op ,
 ten verzoeken van :
 de Heer Minister van } (1)
 de gemachtigde van de Heer Minister van } (2)
 heb ik ondergetekende (3)
 verblijf houdende te
 aan de genaamde } (1)
 aan de persoon die verklaart te heten
 (1) - op de woonplaats gekozen door de betrokkene (4)

 (1) - op het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen (5)
 geboren te , op
 van (en van) nationaliteit (te zijn) (1),
 kennis gegeven van :
 - de beslissing dd. waarbij hem (haar) het verblijf in het Rijk geweigerd wordt.
 (1) - de beslissing waarbij hem (haar) bevel gegeven wordt het grondgebied te verlaten binnen
 dagen na deze kennisgeving, met verbod zich te begeven naar Denemarken, Duitsland,
 Finland, Frankrijk, Griekenland, IJsland, Italië, Luxemburg, Nederland, Noorwegen, Oostenrijk, Portugal,
 Spanje en Zweden (6), tenzij hij (zij) beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te
 begeven (7).
 (1) - de beslissing dd. , tot terugleiding naar de grens van het land waaruit hij/zij gevlucht
 is en waar volgens zijn/haar verklaring zijn/haar leven of zijn/haar vrijheid bedreigd zou zijn.

Er is hem (haar), door mijn toedoen, een afschrift van die beslissingen overhandigd.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht dat indien hij (zij) dit bevel niet opvolgt, hij (zij) gevaar loopt, onverminderd rechtsvervolging op grond van artikel 75 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, naar de grens te worden geleid en te dien einde te worden opgesloten voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de maatregel, overeenkomstig artikel 27 van dezelfde wet.

Ik heb hem (haar) er van op de hoogte gebracht :

- dat de eerste beslissing vatbaar is voor een dringend beroep bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, beroep dat bij ter post aangetekende brief moet ingediend worden binnen drie werkdagen na deze kennisgeving. (Het instellen van dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing) : (5)
 Het beroep dient vergezeld te zijn van een kopie van de bestreden beslissing.
 - dat de tweede beslissing vatbaar is voor een beroep tot nietigverklaring en een vordering tot schorsing bij de Raad van State overeenkomstig de artikelen 14 en 17 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Dit beroep en deze vordering dienen te worden ingediend binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing. De vordering tot schorsing moet bij een afzonderlijke akte en uiterlijk samen met het verzoekschrift tot nietigverklaring worden ingesteld. Het beroep tot nietigverklaring en de vordering tot schorsing moeten worden ingediend d.m.v. een verzoekschrift, dat gedagtekend en ondertekend moet zijn, hetzij door de partij, hetzij door een advocaat en dat bij ter post aangetekend schrijven moet verzonden worden aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel.
- Het indienen van een beroep tot nietigverklaring en van een vordering tot schorsing, schorst de tenuitvoerlegging van onderhavige maatregel niet.**

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen van deze beslissingen.
 Handtekening van de vreemdeling(e),

Handtekening en stempel van de overheid,

-
- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
 - (2) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen tot zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.
 - (3) De naam en hoedanigheid van de overheid aanduiden.
 - (4) Het laatste adres vermelden waar de betrokkene woonstkeuze heeft gedaan.
 - (5) Het adres van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen vermelden.
 - (6) Het betreft hier de andere staten die partij zijn bij de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, ondertekend te Schengen op 19 juni 1990.
 - (7) In dit geval het (de) betrokken land(en) doorstrepen.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 janvier 2005 modifiant les annexes 25, 25bis, 26 et 26bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
 P. DEWAELE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 17 januari 2005 tot wijziging van de bijlagen 25, 25bis, 26 en 26bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
 P. DEWAELE